



Stephan Ambec,
chercheur à l'École d'économie de Toulouse

Le coût de la réglementation verte

Par Stefan Ambec, chercheur à l'École d'économie de Toulouse (TSE) - publié le 06/10/2011 à 09:30

En période de crise financière, la protection de l'environnement apparaît vite comme un luxe que l'on ne peut s'offrir. Pas question de prendre des mesures fiscales ou réglementaires dans un but écologique qui pourraient nuire aux entreprises, à la croissance et à l'emploi. Ce dilemme entre protection de l'environnement et performance économique a été remis en cause par plusieurs scientifiques. En particulier par Michael Porter, professeur à Harvard, qui a avancé l'hypothèse selon laquelle des réglementations environnementales bien pensées peuvent, en suscitant des innovations, être profitables pour les entreprises. Elles engendreraient des gains de productivité qui, à long terme, feraient mieux que compenser le coût initial de l'investissement pour l'entreprise. Son raisonnement a contribué à faire accepter une intervention accrue des pouvoirs publics en matière de politiques environnementales, notamment aux États-Unis.

Améliorer la performance environnementale de leurs technologies permet aux entreprises d'acquérir un avantage compétitif.

Pour vérifier cette hypothèse, nous avons mené une étude dans sept pays industrialisés et 4 200 établissements représentant 24 secteurs industriels. Comme Porter, nous trouvons que les instruments de régulation environnementale (écotaxes, normes d'émissions de polluants) favorisent l'investissement dans la recherche et le développement, ce qui a des conséquences positives sur la performance économique des entreprises. Mais cette action indirecte est contrebalancée par l'effet négatif direct de la réglementation. Pour reprendre les mots de Porter lui-même, les gains économiques liés à l'innovation ne compensent pas les coûts engendrés par la réglementation. Celle-ci se traduit donc malheureusement par une perte pour l'économie. Doit-on pour autant sacrifier l'environnement afin de préserver un minimum de croissance ? Pas sûr. Des dirigeants ont compris que, en améliorant la performance environnementale de leurs technologies, leurs entreprises pouvaient acquérir un avantage compétitif : produits plus verts correspondant à un marché de niche, investissements effectués dans les "éco-industries", ou reçus des fonds d'investissement socialement responsables. Un verdissement de l'économie au-delà des réglementations.